



Interurbain Isère

25/11/2024

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stelantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution, y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Saison des mobilisations

La direction voudrait bien la remplacer par une saison des accords, cadres, Grindler, mutuelle, ça donne le tournis. Une chose est certaine, pour l'extension des accords Grindler ou pour accélérer la mécanique ronronnante des NAO, nous devons nous mobiliser !

Difficile à encadrer

Saison des accords toujours, la boîte propose aux responsables de site un étrange *deal*. Il s'agit de passer au forfait plutôt qu'au décompte des heures travaillées. Seul hic, les responsables ont pris l'habitude de déclarer des heures supp, et le remplacement par des RTT ne se ferait pas sur les mêmes bases, loin s'en faut ! Ca fait pas un peu cher « l'autonomie » non ?

Des sous, faut qu'ils payent !

Qu'importe les raisons données par les employeurs pour ne pas augmenter nos salaires, il faut que le travail paie.

Sur les dernières années, nos paies n'ont suivi que partiellement l'inflation. Et même si la vague de licenciements en cours ne menace pas directement notre secteur, toujours en tension sur le plan des effectifs et promis à un développement futur de l'offre, les multiples suppressions d'emplois vont tout de même peser sur nous, comme sur l'ensemble des travailleurs. Il y a déjà la souffrance d'avoir un proche qui a perdu son poste ou plus généralement de vivre dans une zone où le patronat croit pouvoir faire ce que bon lui semble. Et il y a aussi la pression à la baisse sur les salaires que les licenciements cherchent à exercer en élargissant la cohorte des chômeurs.

Alors pour résister à cette offensive d'ensemble il faudra se battre tous et toutes pour nos intérêts de classe !

Vencorex, toujours en lutte

Les travailleurs de Vencorex à Pont-de-Claix continuent leur grève contre le plan de suppressions d'emploi qu'ils subissent. Ils occupent leur usine jour et nuit et font connaître leur lutte en multipliant actions et manifestations. Dans le contexte de vague de licenciements, leur détermination pourrait donner des idées à d'autres.

Flashe ce QR Code et retrouve une interview des grévistes de Vencorex !



En grève contre des conditions intenable

Depuis 20 jours, plus de 80% des conducteurs de bus sont en grève au dépôt de Saint-Ouen-l'Aumône, en région parisienne. Comme partout l'ouverture à la concurrence a été l'occasion de tirer les conditions de travail vers le bas : allongement de l'amplitude, réduction, voire suppression des pauses, temps de trajets intenable...

Cette fois, c'est un outsider à la manœuvre, Lacroix-Savac, une filiale du groupe Cube qui possède également les VFD. Mais Transdev, Keolis ou la RATP mènent les mêmes attaques, avec des rythmes plus ou moins rapides. Les patrons du secteur sont sur la même longueur d'onde, alors on a tout intérêt à l'être aussi, et à être solidaire des collègues qui luttent.

Il faudrait qu'ils ferment leurs « Grandes Gueules »

François Durovray, le ministre des Transports, était l'invité ce mercredi du talk-show de RMC. Vu les obsessions sécuritaires et racistes des chroniqueurs, ainsi que leur opposition à toute dépense sociale, il est presque passé pour un modéré. Mais il a quand même distillé quelques une de ses idées poisseuses : la lutte des cheminots contre le démantèlement du fret et pour des augmentations de salaires ne serait pas légitime, il y aurait un « abus » à ce que les travailleurs du transport fassent grève... Sans oublier son thème phare, un « grand plan pour la mobilité » au rabais, car pas question d'y mettre les moyens nécessaires. Vous l'aurez compris, ce n'est pas la peine de podcaster !

PROCÈS DU RN : CINQ ANS DE PRISON ET UNE PEINE D'INÉLIGIBILITÉ REQUIS À L'ENCONTRE DE LE PEN



Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Rejoins la liste mail du NPA-R Grenoble en flashant le QR code à droite :

